

Luttes ouvrières et politiques du logement à Bombay

Marie-Hélène Zérah

Recensé : Vanessa Caru, *Des toits sur la grève. Le logement des travailleurs et la question sociale à Bombay (1850-1950)*, Paris : Armand Colin, 2013, 416 p.

Dans Des toits sur la grève, Vanessa Caru montre comment le logement des ouvriers est devenu un enjeu politique à Bombay. Précieux pour comprendre le Mumbai d'aujourd'hui, ce regard historique (1850-1950) apporte un éclairage original sur la tendance du pouvoir colonial mais aussi des élites locales à privilégier un traitement de la question sociale axé sur les politiques du logement.

Des toits sur la grève, qui s'ouvre sur la belle gestuelle de son titre, est un livre tiré de la publication de la thèse de Vanessa Caru, récompensée en 2011 par le prix de la Société française d'histoire urbaine. L'objet du livre est de montrer comment la question du logement ouvrier à Bombay se constitue en objet politique au cours du siècle allant de 1850 à 1950.

Un logement ouvrier gagné par les luttes

Dès le chapitre liminaire, l'auteure avance son argument central : les politiques concernant le logement ouvrier relèvent d'un traitement politique de la question sociale, en réaction à la politisation de la classe ouvrière, plus que de l'expression d'un engagement pour améliorer les conditions de vie des habitants, et ce y compris pendant la période d'hégémonie du parti du Congrès. Les impératifs budgétaires, l'importance du contrôle social des populations, les compromis avec les élites locales et la primauté de la valorisation du patrimoine foncier affaiblissent la mise en œuvre des politiques, même les plus progressistes¹. Au-delà du travail historique considérable et d'une écriture qui fait de la lecture un plaisir, la force de cet ouvrage tient à la capacité de l'auteure à tenir ensemble les débats politiques, la mise en œuvre concrète des choix effectués par les autorités publiques et les agitations des mouvements ouvrier et syndical. Dans les trois parties de l'ouvrage (la genèse des politiques du logement après le marqueur historique de la peste ; les politiques du pouvoir colonial ; et la période du Congrès), la combinaison de ces trois facteurs permet de mettre à jour les dissonances entre les discours et les pratiques d'une part et les relations entre tensions sociales et définition des politiques de l'autre.

Vanessa Caru montre comment le logement se constitue en objet politique en partie en réponse aux agitations populaires qui secouent régulièrement la ville autour des questions salariales et des conditions de vie. Néanmoins, plutôt que de favoriser la question salariale, le choix est fait d'agir sur le logement. Plusieurs raisons expliquent cela : la volonté de maintenir une production à bas coût, en particulier de la part d'un patronal local très opposé à des politiques de logement réformistes, et l'utilisation des politiques du logement comme instrument de capture de l'accès aux ressources urbaines. Ceci a pour conséquence, entre autres, des politiques d'éradication de l'habitat

¹ Voir le chapitre 9 sur la dilution de la loi de 1938 pour protéger les locataires.

insalubre qui répondent à des objectifs de santé publique mais sont aussi couplées à des impératifs financiers et à une forme de réappropriation des espaces urbains les plus utiles à l'activité économique. Cette tension, qui prend des formes différentes selon les périodes étudiées et que nous ne détaillons pas ici, reste une constante. Même si l'arrivée au pouvoir du parti du Congrès conduit à la construction d'équipements sociaux dans les quartiers ouvriers et pose les jalons d'une redéfinition du rôle de l'État avec les débats sur le besoin de régulation et la notion de service public, on ne peut pas parler de rupture. Comme pour les périodes précédentes, les objectifs quantitatifs ne sont pas atteints, aggravant la situation du logement, qui caractérise encore le Mumbai de 2013.

Une coopération conflictuelle avec le pouvoir

Au-delà de son objet, les apports théoriques de ce livre sont à souligner sur au moins deux points. Premièrement, Vanessa Caru estime important d'analyser les lieux de la vie quotidienne comme « l'extension des solidarités forgées dans la sphère du travail » (p. 252). Sa lecture du rôle des nouveaux logements comme des espaces permettant la constitution de réseaux de sociabilité et de lieux contribuant à la consolidation du mouvement ouvrier et syndical valide son argument. Cette focale sur les lieux de vie l'amène à se positionner en partie contre la position des historiens subalternes, qui affirment qu'il faut lire l'histoire *against the grain* (à contre-courant) en s'attachant aux tactiques de résistance du peuple. Ce que décrit l'auteure – par exemple, lorsqu'elle présente les pétitions faites au gouvernement pour assurer la sécurité des femmes –, c'est qu'il faut, au contraire, aussi lire les pratiques *with the grain* (dans le sens du courant) puisque les classes populaires à Bombay ont aussi incorporé le discours dominant et se positionnent stratégiquement face à ce discours. On ne se situe pas seulement dans la résistance et le rejet des politiques coloniales, mais on demande aux autorités de s'en tenir à leur propre mot.

Deuxièmement, le pouvoir colonial est loin d'être tout-puissant. Il est tout d'abord traversé de contradictions entre la gestion des pressions internes et les demandes de la métropole et pas toujours suffisamment puissant pour contrôler les agitations populaires. Prises dans un effet de balancier² de maîtrise des coûts, d'équilibre entre les intérêts des entreprises du sous-continent et des entreprises locales, les politiques de contrôle social sont même en partie contre-productives puisque « l'intervention des autorités britanniques dans la sphère du logement populaire, conçue au départ comme un moyen de calmer l'agitation, finit par concourir, paradoxalement, au processus d'organisation et de politisation des travailleurs » (p. 262). Enfin, les alliances passées avec le patronat et les propriétaires nuancent l'idée d'un urbanisme colonial dirigiste, tout en mettant en évidence le refus des élites de contribuer à l'amélioration des conditions de vie.

Histoire et processus contemporains

Que peut nous apporter ce texte lorsque l'on s'intéresse au temps présent ? La réponse est simple : sa lecture montre le rôle indispensable des historiens pour expliciter la complexité des héritages dont les chercheurs en sciences sociales concernés par le « *global South* » font parfois une lecture rapide. Par manque de place, on en soulignera ici seulement quelques-uns.

Dès la genèse des politiques de logement, l'enchevêtrement de la hiérarchie des castes et de la morale victorienne conduit à une perception des quartiers et des populations pauvres comme une menace morale. Ce sont bien les pratiques des populations qui sont un problème et non pas le manque de contrôle sur le bâti et les compromis du pouvoir colonial avec les élites locales. Cette perception persiste dans la période congressiste puisque le discours de réforme sociale des pratiques des classes populaires prédomine et sous-tend les campagnes d'alphabétisation et de construction

² Que d'autres auteurs avaient mis en évidence dans leur analyse des premiers projets de construction des réseaux d'eau et d'assainissement (Dossal 1988 et Ramanna 2002).

d'équipements sociaux. Or, l'ambivalence de la notion de salubrité entendue dans sa dimension matérielle et morale reste aujourd'hui centrale dans la perception des bidonvilles comme une nuisance, qui explique en grande partie les évictions actuelles (Dupont et Ramanathan 2007).

Ce livre remet aussi profondément en cause la vision idyllique d'une ville cosmopolite et peu conflictuelle, parfois avancée par ses élites, en particulier lorsque l'on se penche sur la production de l'espace urbain. L'utilisation d'instruments de l'action publique qui favorisent la « classe moyenne » au détriment des couches les plus populaires, la dilution des projets de loi envisagés pour protéger les plus pauvres, le recours à de grands projets d'infrastructures pour restructurer l'espace urbain et capter la rente foncière sont au cœur des réformes dans la « Vision Mumbai » contemporaine (Zérah 2011). Il en est de même lorsque Vanessa Caru s'étend sur le conflit entre le gouvernement colonial et les autorités municipales dans lequel se joue le contrôle de l'accès aux ressources urbaines, aujourd'hui encore au centre de la fragmentation institutionnelle dans la gouvernance de la ville entre la municipalité et l'agence métropolitaine.

Pour finir, venons-en aux remarques concernant ce que l'on aurait aimé trouver en plus dans un ouvrage dont on a déjà dit toutes les qualités. L'importance des transferts entre l'urbanisme de la métropole et l'urbanisme colonial est présente et centrale dans toute la première partie du livre. Néanmoins, la manière dont la mise en œuvre des politiques urbaines se réalise dans le contexte colonial aurait mérité un traitement plus détaillé, en s'intéressant, par exemple, aux parcours de ceux qui la mettent en place³. Dans la même veine, le traçage de l'influence du socialisme municipal chez certains activistes aurait, là aussi, contribué à mieux cerner les mécanismes de circulation des idées. Les débats sur la représentation municipale sont parfois trop rapides, alors que des informations plus concrètes et détaillées auraient permis de mieux comprendre les relations de pouvoir entre les propriétaires et les locataires (Rao 2013). Enfin, les conflits entre le pouvoir colonial et la municipalité sont absents de la troisième partie (1935-1950), déséquilibrée par rapport au reste de l'ouvrage qui avait accordé l'attention nécessaire aux tensions institutionnelles. C'est malgré tout un début de réponse à l'appel lancé dans le dernier numéro de *South Asia: Journal of South Asian Studies* pour décentrer le regard des historiens sur cette période trop négligée au détriment de la période coloniale (Haynes et Rao 2013).

Bibliographie

- Dossal, Mariam. 1988. « Henry Conybeare and the politics of centralised water supply in mid-nineteenth century Bombay », *Indian Economic and Social History Review*, vol. 25, n° 1, p. 79-96.
- Dupont, Véronique et Ramanathan, Usha. 2007. « Du traitement des slums à Delhi. Politiques de “nettoyage” et d'embellissement », in Dupont, Véronique et Heuzé, Gérard (dir.), *La Ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*, Paris : Éditions de l'EHESS, p. 91-131.
- Haynes, Douglas E., et Rao, Nikhil. 2013. « Beyond the Colonial City: Re-evaluating the Urban History of India, ca. 1920–1970 », *South Asia: Journal of South Asian Studies*, vol. 36, n° 3, p. 317-335.
- Ramanna, Mridula. 2002. *Western Medicine and Public Health in Colonial Bombay, 1845–1895*. Hyderabad : Sangam Books.
- Rao, Nikhil. 2013. « Community, Urban Citizenship and Housing in Bombay, ca. 1919–1980 », *South Asia: Journal of South Asian Studies*, vol. 36, n° 3, p. 415-433.
- Zérah, Marie-Hélène. 2011. « Mumbai ou les enjeux de construction d'un acteur collectif », in Lorrain, Dominique (dir.), *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 139-214.

³ On pense ici à la description par Mariam Dossal du parcours d'Henry Conybeare, l'ingénieur qui a conçu le premier réseau d'alimentation en eau à Bombay (Dossal 1988).

Marie-Hélène Zérah est chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Ses recherches portent sur les dynamiques urbaines en Inde autour des thèmes suivants : réformes des politiques des infrastructures « urbaines », démocratie urbaine et droit à la ville, décentralisation et réformes institutionnelles. Elle a publié un ouvrage sur l'accès à l'eau dans les villes indiennes (Anthropos, 1999) et a récemment co-édité un ouvrage avec Véronique Dupont et Stéphanie Tawa Lama-Rewal sur le droit à la ville en Inde (Unesco et Centre de sciences humaines, 2011). Elle est membre du comité éditorial de la revue *Géoforum*.

Pour citer cet article :

Marie-Hélène Zérah, « Luites ouvrières et politiques du logement à Bombay », *Métropolitiques*, 1^{er} novembre 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Luites-ouvrieres-et-politiques-du.html>.